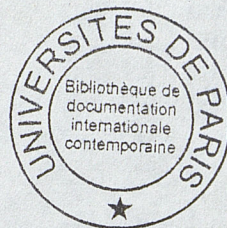


ANN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 270
17 de julio de 1992
Managua



HAÏTI : DES CHANTS CONTRE LA REPRESSION

Managua, 13 juillet.— Brisant le silence imposé par la censure qui bâillonne la presse haïtienne, une petite radio dominicaine émet des messages de résistance de l'autre côté de la frontière. Bravant le gouvernement dominicain, *Radio Enriquillo* est devenue la voix du peuple haïtien. Son directeur, Pedro Ruquois, a répondu aux questions d'ALAI. A l'heure où la presse internationale passe sous silence l'injustice faite au peuple haïtien qui, en 1990, a choisi librement son gouvernement, l'expérience de *Radio Enriquillo* prouve que l'indifférence n'est pas générale et mérite notre sympathie.

“Jusqu'au 14 février, nous avions une émission d'information à destination d'Haïti. C'était pratiquement le seul moyen de communication dont disposait le peuple haïtien pour faire connaître sa situation. Ensuite, le gouvernement dominicain nous a interdit de lire ce bulletin d'information en créole, disant qu'il incitait à la violence et était subversif. Nous avons donc alors décidé de chanter ces informations à la radio, de chanter les communiqués que l'on nous transmettait d'Haïti, les slogans, etc. Le contenu de notre émission est le même qu'avant, seule la forme a changé. Il a été impossible de l'interdire alors que les chansons en langue étrangère inondent toutes les radios. Nous n'avons pas eu de problème depuis lors. Nous faisons cela par solidarité et malgré les risques, pour aider un peuple écrasé, empêché de s'exprimer et de s'informer sur ce qui se passe sur sa propre terre.”

ALAI: Quelle est la situation des médias à Haïti?

Pedro Ruquois: Radios et télévisions sont totalement censurées; si quelqu'un se ris-

que à parler des violences, de la répression, il a des problèmes. Les journalistes ont été brimés et ceux qui continuent à envoyer des informations à l'étranger sont calomniés, insultés, poursuivis. Mais les journaux clandestins se sont multipliés, par exemple *Kaouchou* ou *Kaulin*, qui appellent à la résistance.

ALAI: Comment élaborerez-vous votre émission d'information en créole?

PR: Les Haïtiens envoient leurs communiqués, tout le matériel est élaboré là-bas. Les gens téléphonent même en direct d'Haïti pour nous chanter leur message. L'évêque de Jérémie, Monseigneur Romulus, chante lui aussi à la radio. Il est considéré comme le “Monseigneur Romero des Caraïbes”. Les contextes culturels sont différents mais c'est la même voix prophétique. Le Père Yvon Massac chante également. Il a été emprisonné peu avant le 14 février pour avoir parlé à la radio et en sortant de prison, il a déclaré qu'il ne se tairait pas, qu'il chanterait. Les paysans chantent, les jeunes chantent... Manno Charlemagne, un chanteur populaire haïtien qui a appuyé la cam-

SOMMAIRE

HAÏTI : DES CHANTS CONTRE
LA REPRESSION

HAÏTI : ARISTIDE DISPOSE A
REVENIR POUR NEGOCIER

UN VOYAGE SUSPECT

L'ARMEE REPRIME LES
PAYSANS

LES EXPULSIONS SONT A LA
MODE A MANAGUA

GREVE DANS LES
BANANERAIES

ASSEZ BON POUR LE TIERS
MONDE

LE SOLIDARISME NOUVEAU
EST ARRIVE

POUR UN SYNDICALISME
AUTONOME ET INNOVATEUR

CHERCHE “PROJET
NATIONAL” DESESPEREMENT

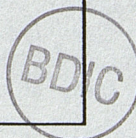
LA CROISSANCE
DEMOGRAPHIQUE AU
NICARAGUA

BEAU TEMPS POUR LES
USURIERS

VIE ET MOEURS DU MIMI
BOY

LE FMLN S'ADAPTE AUX
TEMPS NOUVEAUX

EN BREF



pagne d'Aristide, a été arrêté après le coup d'état. Il a réussi à nous faire parvenir un message depuis la prison et nous l'avons chanté. Les militaires l'ont alors transféré dans une cellule sans possibilité de communiquer. Grâce aux pressions internationales, dont celle d'Amnesty, il a pu être libéré et partir en exil. Le 21 mai, le jour de la mobilisation des étudiants, il est venu à *Radio Enriquillo* et a chanté pour son peuple. Il est devenu un symbole de résistance. Depuis le 14 février, nous avons une nouvelle émission consacrée à l'analyse de la Bible. Elle s'ouvre par un texte biblique chanté. Les évêques haïtiens, qui soutiennent les militaires putschistes à l'exception de Monseigneur Romulus, nous ont attaqués en disant que nous étions hors de l'Eglise, que nous incitions à la violence; enfin, le discours du gouvernement. Mais tout ce que nous faisons, c'est offrir notre radio au peuple haïtien pour qu'il puisse y dénoncer la violence qu'il subit. Cette violence est immense : à Haïti, on assassine, on persécute, on torture.

ALAI: Comment réagissent vos auditeurs dominicains aux émissions en créole?

PR: Il y a un problème dans les relations entre Dominicains et Haïtiens. Ces peuples, soumis à la falsification de l'histoire par leurs gouvernements, ne sont pas amis. Pour les gouvernants, il est important que l'île continue à être divisée. La radio a donc joué un rôle important face à cette situation historique, en manifestant la solidarité des Dominicains avec Haïti. Un ministre d'Aristide a dit qu'une des victoires de *Radio Enriquillo* était d'avoir bousculé les idées toutes faites des Haïtiens sur les Dominicains et vice-versa. Pour tous, il était incroyable de voir une radio dominicaine solidaire de la cause haïtienne. Nous avons renversé des barrières établies depuis des siècles. Nous donnons également une information sur Haïti en espagnol. Pendant la Semaine Sainte, nous avons chanté un Chemin de croix dont chaque station correspondait à une étape du calvaire du peuple haïtien depuis 500 ans. Ce chant a été inventé par les Haïtiens et interprété par nous en espagnol et en créole. C'est comme si la frontière était en train de tomber, non pas entre les gouvernements mais entre les peuples.

ALAI: Que se passe-t-il du côté des Haïtiens qui travaillent dans les plantations dominicaines?

PR: Ils ne se sentent ni Haïtiens ni Dominicains; je crois que c'est un peuple à part. Ils sont très solidaires d'Haïti. En majorité, ils parlent le créole et l'espagnol mais ont une culture à eux. La relation entre eux et les Dominicains est en train d'évoluer. Par exemple, dans les plantations dominicaines, nous avons le "gaga", appelé "rara" à Haïti : il s'agit d'un groupe de musiciens qui chantent des chansons de résistance, utilisant des instruments à vent en bambou. Avant, il y a une dizaine d'années, les travailleurs des plantations chantaient cette musique clandestinement. Puis elle était tombée dans l'oubli. Maintenant, dans toutes les manifestations de solidarité avec Haïti, elle occupe une place centrale.

Si notre radio a pu faire ce qu'elle a fait, c'est grâce à l'appui inconditionnel des organisations populaires dominicaines. Il y a peu, nous étions l'objet de menaces et des groupes de militants de ces organisations ont assuré la garde de la radio jour et nuit.

Notre travail d'information est intimement lié aux autres luttes populaires de notre pays. -(ANN/ALAI) ♦

HAÏTI: ARISTIDE DISPOSE A REVENIR POUR NEGOCIER

Sergio Ferrari

Managua, juillet.— L'annonce par le président Jean Bertrand Aristide de sa disposition à rentrer à Haïti pour négocier avec "tous les secteurs nationaux" a secoué la vie politique. Son message était le résultat de trois jours de réunion, fin juin, à Miami, avec ses partisans, entre autres les parlementaires du Front national pour le changement et la démocratie, des dirigeants de la Lavalas, des anciens ministres et conseillers de son gouvernement.

Selon la *Déclaration de Floride pour la concorde nationale*, J. B. Aristide accepterait de faire le pas le plus audacieux et peut-être le plus indispensable de sa carrière politique, pour renverser un équilibre des forces qui n'est en rien favorable au secteur populaire. Sa seule condition est la présence d'une Commission civile de l'Organisation des Etats américains (OEA) qui garantisse sa sécurité personnelle et contrôle les atteintes aux droits humains.

Le document de Floride considère le nouveau premier ministre Marc Bazin comme "l'otage des militaires" et le gouvernement formé à la mi-juin comme "une solution autoritaire et anticonstitutionnelle qui ne peut conduire qu'à davantage de violence". Cependant, son aspect essentiel est l'ouverture, qui vise à éviter les entraves politiques et idéologiques susceptibles de freiner la marche vers une solution. "Tout retour à la démocratie et à la légalité constitutionnelle exige une véritable concertation et l'unité d'action entre les différentes tendances représentées au Parlement", souligne le document. Face aux putschistes qui avancent la position d'une normalisation démocratique à Haïti mais sans Aristide, les dirigeants réunis à Miami sont très clairs: "Toute tentative de consensus sans Aristide ou contre lui signifie l'exclusion des 67 % de l'électorat qui ont voté pour le changement". Marc Bazin, le nouveau premier ministre, a répondu partiellement à la proposition d'Aristide. Il a accepté la possibilité d'une "force civile de l'OEA" et admis "la nécessité de parvenir à des compromis politiques". Mais il a rejeté la venue de toute force militaire car "il n'y a pas de guerre civile à Haïti". J. B. Aristide affirme quant à lui qu'il ne rencontrera M. Bazin qu'à la condition qu'il abandonne son poste de premier ministre, car il n'est que la "nouvelle façade" des putschistes. M. Bazin, ancien ministre de l'économie de Duvalier et ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, pourrait bien être en effet la carte politique destinée à sortir le régime haïtien de son isolement.

Neuf mois après le coup d'Etat, on compte déjà 5 000 victimes et des milliers d'exilés. Mais on est encore loin de la démocratie. -(ANN) ♦

UN VOYAGE SUSPECT

Managua, 15 juil.— Le ministre des Relations extérieures Ernesto Leal *“espère”* que les Etats-Unis recommencer à envoyer l'aide financière à la fin du mois de juillet. Il a assuré dans une conférence de presse avoir ressenti une *“grande compréhension”* chez ses interlocuteurs au cours de ses conversations avec les représentants de la Maison Blanche et du Congrès sur la question de la propriété et des Forces armées. Seule l'équipe du sénateur Jesse Helms persiste dans sa farouche opposition au déblocage de l'aide.

A son retour de Washington, le ministre Leal a affirmé que son gouvernement continuerait à appliquer la politique décidée par les Nicaraguayens. Selon lui, *“J. Helms est opposé à l'aide pour des raisons idéologiques. Nous ne cherchions pas à le convaincre car il est en minorité”*. Pour le ministre, il est clair que le sénateur républicain veut obtenir des privilèges pour ceux dont les propriétés ont été confisquées et qui les réclament aujourd'hui, plus particulièrement des nicaraguayens qui ont pris la nationalité étatsunienne. Il veut également déclencher une chasse aux sorcières contre les commandants sandinistes des Forces armées. Mais le gouvernement nicaraguayen ne veut pas céder sur ces points. *“Certains de ceux dont on a confisqué les biens vont les récupérer, d'autres vont être indemnisés et d'autres enfin ne recevront rien, quelle que soit leur nationalité. Et personne ne veut de chasse aux sorcières si peu de temps après la guerre”*, a expliqué E. Leal.

Il espère que George Bush, après la réunion qu'il va avoir avec les congressistes favorables à l'aide, décidera le versement des 104 millions jusqu'à présent bloqués. Mais il a cependant reconnu que le président, en pleine campagne électorale, ne souhaite pas un affrontement avec J. Helms, membre de son parti. On peut donc se demander si le gouvernement Chamorro va parvenir à faire débloquent l'aide sans quelques concessions. E. Leal affirme qu'il va y arriver, mais la campagne électorale se terminera avant le délai de 6 mois à l'issue duquel le Nicaragua devra prendre des mesures économiques d'urgence.

Les Etats-Unis font pression spécialement à propos de la question de l'armée et c'est donc là le thème sur lequel il pourrait y avoir concessions. On sait que Bush lui-même a manifesté son mécontentement sur ce point tout comme sur celui de la propriété. Mais il ne peut abandonner Violeta Chamorro qu'il a contribué à porter au pouvoir, car les alliés de l'extrême-droite nicaraguayenne à Washington le lui reprocheraient comme une erreur politique, très dangereuse en cette période électorale. Le partage du travail avec J. Helms est donc bienvenu pour le président des Etats-Unis. A propos des concessions, un fait attire l'attention: le ministre de l'Intérieur et chef de la police Alfredo Mendieta n'est pas revenu au Nicaragua en même temps que E. Leal et son retour a été annoncé pour le jour suivant. Il semble qu'il a fallu plus de temps à A. Mendieta pour écouter les exigences étatsuniennes à propos des officiers sandinistes des Forces armées et expliquer les changements décidés dans la police nicaraguayenne, qui ne sont officiellement que des mesures d'organisation. A ce propos, A. Mendieta a pu annoncer

que 30 % des policiers étaient de nouvelles recrues, que la structure régionale de la police allait être supprimée (ces échelons régionaux avaient à leur tête d'anciens commandants guérilleros ou des sandinistes reconnus) et que la sphère d'influence et de pouvoir des dirigeants nationaux de la police, en clair René Vivas, allait être considérablement réduite.

En tout cas, si A. Mendieta est revenu au Nicaragua un jour plus tard, il l'a fait très discrètement car les autorités interrogées ont prétendu ne rien savoir. -(ANN) ◆

L'ARMÉE REPRIME LES PAYSANS

Managua, 7 juillet.— Indignation, peur, frustration, tels sont les sentiments qui animent les paysans de l'exploitation Santa Josefina, dans la région de Matagalpa, depuis le 29 juin. Ce jour-là, des troupes de l'armée et de la police ont envahi la propriété dans laquelle travaillent et vivent 45 familles pour les *“convaincre”* de partir. Malheureusement, ce cas n'est pas resté isolé.

L'exploitation Santa Josefina, confisquée à un latifundiste par la Révolution, lui a été rendue il y a deux ans. A ce moment-là, le propriétaire terrien s'engageait formellement à respecter certains droits des paysans qui vivaient sur les terres : ils continueraient à disposer de leurs maisons et d'un petit lopin de terre pour la consommation familiale. Si les paysans s'attendaient à n'importe quel type d'agression de la part de ce latifundiste, ils n'imaginaient pas que celui-ci manipulerait les Forces armées et qu'elles agiraient avec une telle violence. Portes ouvertes à coups de pied, perquisitions sous prétexte de chercher des armes, coups, maisons incendiées, menaces pour obliger les paysans à quitter leurs terres : ceux-ci ont raconté les faits à la présidente du Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH), Vilma Nuñez, venue sur place entendre leurs témoignages. Le neveu du maire de Matagalpa a lui-même mis la main à la pâte en incendiant deux maisons paysannes sous les yeux de la police et d'un juge. Emprisonné après que les paysans aient porté plainte, il a été relâché rapidement après avoir versé une caution symbolique.

La même situation s'est répétée dans 21 exploitations de la région de Matagalpa et Jinotega, sans atteindre toutefois ce niveau de violence. 32 paysans ont été interpellés, dont 19 ont été remis en liberté sur intervention du CENIDH. Celui-ci dénonce la persécution systématique des paysans de la région et l'arrestation sélective de leurs dirigeants. Des accusations fabriquées de toutes pièces -usurpation de domaine privé, dommages à la propriété, menaces de mort- ont été lancées contre eux pour justifier leur arrestation.

L'utilisation de l'armée pour expulser des paysans de leurs terres et la violence de l'intervention ont été vigoureusement dénoncées par V. Nuñez. La réponse de l'institution militaire a été de clamer à l'exagération car il n'y avait *“pas eu de mort”!* Daniel Ortega a pour sa part appelé le CENIDH à ne pas se

tromper de cible car les militaires ne faisaient qu'obéir aux ordres. L'avocat Adrian Meza répond dans Barricada: "Nous savons tous que les amis et parents des délégués du ministère de l'Intérieur utilisent l'armée et la police comme corps répressifs personnels pour résoudre les conflits agraires qui affectent leurs intérêts. L'épisode de Santa Josefina n'est qu'une preuve de la complicité silencieuse des chefs militaires qui n'ont plus d'yeux pour voir ni d'oreilles pour entendre. La participation de l'armée à ce type d'activité représente une violation de la Constitution qui signale clairement que les tâches de cette institution sont de défendre la Patrie. Il est clair que personne ne peut juridiquement obliger l'armée à jouer le rôle de gendarme des intérêts économiques" d'un groupe. -(ANN) ♦

LES EXPULSIONS SONT A LA MODE A MANAGUA

Managua, 5 juillet.— "Nous ne délogeons personne", affirme à qui veut l'entendre le maire de Managua Arnoldo Aleman. Et pourtant, les expulsions se multiplient dans la capitale.

Un matin, dans un quartier populaire, des membres du fameux corps d'inspecteurs municipaux récemment créé et des Juntas communautaires d'oeuvres et de progrès (JCOP, organisations de quartier créées par le maire et ses alliés politiques pour faire pendant au Mouvement communal) sont venus déloger une femme et ses enfants. Ils ont démoli sa maison. Après leur départ, quelque peu précipité à cause de l'intervention des voisins, la maison a été reconstruite par la communauté. Mais peu de jours après, des employés municipaux sont revenus accompagnés de la police. La maison a été de nouveau détruite, la femme brutalisée et jetée à terre bien qu'elle soit enceinte. Mais un conseiller municipal du district a gentiment offert à la famille de lui vendre un terrain à lui...

Rien que dans ce quartier, 42 familles vont être expulsées. "Si vous ne comparez pas, la police vous convoquera" dit la note de la mairie envoyée par centaines dans les quartiers et les bidonvilles. Il y a pour l'instant 300 ordres judiciaires d'expulsion dans toute la capitale selon le Mouvement communal. Il s'agit majoritairement de terrains confisqués, urbanisés puis distribués pendant la Révolution. Les occupants actuels ont souvent des titres de propriété en règle. Quant aux bidonvilles, une centaine est menacée de destruction et les JCOP y ont commencé leur travail d'intimidation. Selon la direction du Mouvement communal, "la mairie soutient ouvertement les anciens propriétaires et les aide à récupérer les terrains qui ont été la source de leur richesse". Et qui le redeviendront grâce au grand plan de rénovation et de reconstruction de la capitale que le maire d'extrême-droite veut mettre en oeuvre avec l'aide de ses amis les Cubains de Miami. Même si une récente décision de la Cour suprême de justice reconnaît à la présidence de la République et au gouvernement la responsabilité constitutionnelle et le pouvoir de décision en ce qui concerne ce plan, il y aura quand même des affaires juteuses du côté de l'immobilier. -(ANN) ♦

GREVE DANS LES BANANERAIES

Managua, 8 juillet.— Les 4 000 travailleurs de BANANIC sont en grève générale pour que leurs salaires, retenus depuis six semaines, leur soient enfin versés et que l'Etat finance la récolte en cours.

Les bananeraies sont paralysées par la grève depuis le 1er juillet. Dans l'ensemble des installations gérées par BANANIC, les travailleurs n'ont pas touché leurs trois derniers salaires -payés par quinzaine-, l'eau et l'électricité sont coupées à défaut de paiement des factures et les employés doivent utiliser l'eau polluée des rivières. Les services sociaux ne fonctionnent plus, les écoles commencent à fermer leurs portes aux enfants qui ne peuvent payer la contribution mensuelle et les commerçants de la région refusent de faire crédit aux travailleurs qui ne disposent plus d'aucunes ressources.

Alors que la récolte en est à sa dernière étape et que le chargement devait partir d'ici peu à destination de l'Europe où se trouvent les principaux marchés, l'activité est arrêtée faute de financement de la part de l'Etat. BANANIC sollicite en vain depuis trois mois un versement de 10 millions de dollars pour couvrir les frais d'emballage, de port et de salaires. Si l'activité ne reprend pas, le pays perdra environ 40 millions de dollars. Les travailleurs sont décidés à maintenir leur mouvement jusqu'au versement du financement de l'Etat, que la fédération syndicale accuse de vouloir mener BANANIC à la faillite maintenant que 25 % des parts de l'entreprise appartiennent aux travailleurs. -(ANN) ♦

ASSEZ BON POUR LE TIERS MONDE

Managua, 8 juillet.— Pendant que les gouvernements du monde entier se réunissent pour prendre des engagements en matière d'environnement, la loi du profit est toujours la seule en vigueur lorsqu'il s'agit de vendre dans le tiers monde des produits toxiques interdits ailleurs. Certains travailleurs nicaraguayens en font les frais.

Plusieurs travailleurs des bananeraies ont appris récemment qu'ils étaient devenus stériles au contact d'un insecticide utilisé dans les plantations bien qu'il soit fortement toxique, le Dibromochloropopane (DBCP). Cet insecticide, fabriqué aux Etats-Unis, était déjà employé par la Standard Fruit Company. Sa vente a été interdite en 1981 mais les sociétés Shell et Dow -cette dernière fabriquait le napalm utilisée au Vietnam- ont continué à l'exporter vers le Nicaragua, le Costa Rica et les Philippines.

Une avocate étatsunienne est venue au Nicaragua récolter des preuves pour le procès engagé contre les fabricants et les exportateurs du DBCP. Un certain nombre d'examen médicaux a déjà été pratiqué sur des travailleurs, jeunes et plus âgés, des

bananeraies et de nombreux cas de stérilité ont été décelés. Selon les experts, les conséquences les plus répandues de l'usage du DBCP sont la stérilité, le cancer, les malformations foetales et les complications à l'accouchement. L'organisation panaméricaine de la santé le considère comme "extrêmement dangereux". Son utilisation dans les bananeraies n'a même pas été accompagnée de mesures de sécurité particulières pour les travailleurs. De plus, ce produit contamine les eaux de ruissellement. Selon l'avocate, les industriels qui produisent le DBCP connaissent depuis 1960 ses effets toxiques. Elle estime que 20 % environ des travailleurs des bananeraies devraient présenter des pathologies liées à l'insecticide. Pour défendre leur cause, elle pense s'appuyer sur un procès similaire mené et gagné en 1990 au Texas et à la suite duquel les industriels ont dû indemniser les victimes étrangères. -(ANN) ◆

LE SOLIDARISME NOUVEAU EST ARRIVE

Managua, 11 juillet.— "*Aime Telcor, Telcor t'aime*" est le merveilleux slogan trouvé par l'administration des Postes et Télécommunications (Telcor) pour la "coopérative", appelée Amatel, grâce à laquelle les travailleurs de l'institution vont pouvoir s'acheter une maison. Ailleurs, cela s'appelle Association pour le développement économique du monde du travail, ADEL. Nulle part cela ne dit son nom: et pourtant, c'est bien de solidarisme qu'il s'agit.

Le solidarisme s'inscrit dans la stratégie mise en oeuvre après la Seconde guerre mondiale pour éviter l'expansion du communisme. Sa cible: les syndicats. Les associations solidaristes doivent se substituer à eux et les faire disparaître. C'est un Costaricien qui a mis au point la doctrine solidariste, reprise et répandue en Amérique centrale par l'Ecole sociale Jean XXIII de San José. Elle est simple: il faut en finir avec l'idée que les classes sociales sont antagoniques et promouvoir leur collaboration. Au début, l'association solidariste, dont la direction est bipartite, procure des avantages sociaux et ses caisses sont alimentées par l'entreprise et les cotisations des travailleurs. A la fin, comme le prouvent de nombreux cas, le patron se retire financièrement mais laisse à l'association le soin de régler pour lui les prestations sociales que la loi le contraint à verser. Tout ce processus de surexploitation, s'il le faut, s'accompagne de répression.

Aujourd'hui, le solidarisme est bien implanté au Costa Rica et au Guatemala. Au Honduras, la résistance des syndicats a limité son expansion. Il n'a pas eu jusqu'à présent beaucoup de succès au Salvador à cause des conditions liées à la guerre et n'a même pas tenté de s'attaquer au Nicaragua révolutionnaire. Mais ce dernier pays offre maintenant une situation plutôt favorable.

LE SOLIDARISME AVANCE MASQUE

Les premières tentatives d'implantation du solidarisme datent d'il y a presque deux ans mais les conditions sociales n'étaient

pas bonnes. Ce n'est qu'après la seconde phase de la concertation, au début des privatisations, que les choses sont devenues sérieuses, d'autant que les syndicats de droite, soutenus ou imposés à coups de milliers de dollars, n'avaient pas donné les résultats escomptés et commençaient à s'effondrer. Des conseillers sont venus de San José, des chefs d'entreprise sont allés au Costa Rica. Le retour d'exilés, qui avaient des entreprises au Costa Rica, a facilité les choses. C'est le cas d'un directeur administratif de Telcor devenu promoteur de la "coopérative" Amatel.

Dans tous les cas, le mot solidarisme est soigneusement évité, tout comme l'affrontement avec les syndicats. On cherche au contraire la participation de ces derniers et on leur fait miroiter l'idée qu'ils vont se renforcer. Cette tactique tient compte de la force et du prestige des syndicats sandinistes. Mais elle a sans doute à voir aussi avec une résolution de l'Organisation internationale du travail qui est venue mettre fin à l'expérience du Costa Rica où l'on a complètement marginalisé et même interdit les organisations syndicales dans les entreprises où il existe une association solidariste.

Cela commence toujours par la proposition du patron ou du ministre de créer un fonds d'épargne alimenté par l'entreprise et les cotisations retenues sur le salaire des travailleurs adhérents (5 %). Ce fonds est géré par une "coopérative" dirigée par des représentants du patronat ou de l'administration, en général des cadres supérieurs, et des représentants des travailleurs. La coopérative offre des prêts pour la construction de maisons, l'éducation des enfants (au moment où l'enseignement est, de fait, devenu payant) ou en cas de maladie (à l'heure où le système de santé publique n'a plus aucun moyen). Dans l'entreprise Coca-cola, l'association solidariste, qui compte 600 adhérents pour 700 travailleurs, est chargée de recruter elle-même du personnel temporaire pour les travaux de maintenance. C'est une façon de donner du travail au frère, au père ou à l'ami. Elle se propose en plus de construire 40 maisons (le maire d'extrême-droite Arnoldo Aleman va offrir les terrains). L'association aurait plus d'un million de cordobas en caisse (200 000 dollars). Avec de telles sommes, il ne serait pas étonnant que le solidarisme finisse par fonder sa banque, comme il en est déjà question au Costa Rica.

Pour l'instant, le solidarisme n'a réussi à s'implanter que dans quatre entreprises: Coca-cola, Unimar, l'hôtel Camino Real, les huileries La Corona. Elles ont toutes en commun d'appartenir à des multinationales dont les filières dans les autres pays centra-méricains ont déjà imposé depuis longtemps des associations solidaristes. Dans tous les cas, le syndicat a accepté de participer à l'expérience et de siéger à la direction, tombant dans le piège par ignorance totale de ce qu'est le solidarisme. Marcial Cabrera, secrétaire de la Fédération CST du personnel hôtelier, fait remarquer aussi que ces sections "*avaient été abandonnées à elles-mêmes par la Centrale*".

Il y a d'autres tentatives ailleurs. A Telcor, le syndicat a réagi fortement et immédiatement, dénonçant la manoeuvre comme une volonté d'implanter le solidarisme. Il a aussitôt organisé une formation de ses militants et commencé un travail d'explication auprès des travailleurs.

UNE LUTTE SANS DOUTE DIFFICILE

Selon M. Cabrera, le solidarisme va se heurter à des obstacles au Nicaragua à cause de la force du mouvement syndical. Celui-ci est certes affaibli mais il a encore la capacité de réagir. Le fait que les travailleurs aient gagné 25 % de la propriété des entreprises constitue aussi un sérieux handicap. D'autre part, une bonne partie de la bourgeoisie a encore une vision archaïque et ne saisit pas l'intérêt du solidarisme, dont les résultats ne seront évidents qu'à moyen terme. Enfin, il n'y a pas de loi qui permette la création d'associations solidaristes.

Mais le solidarisme a aussi des atouts. Le plan de reconversion et les licenciements ont permis de se débarrasser de nombreux syndicalistes. De plus, le mouvement syndical commence à peine à définir sa stratégie et n'a pas de tactique pour affronter le solidarisme. Ses militants ne sont même pas informés. Par ailleurs, les mesures néo-libérales, les bas salaires, la réduction des avantages sociaux, le non respect des conventions collectives rendent attractives les associations solidaristes qui promettent une aide.

Comment lutter dans ces conditions? M. Cabrera estime tout d'abord que l'unité avec les syndicats de droite, qui sont conscients d'être également menacés, est indispensable. Il est tout aussi urgent d'étudier plus à fond le solidarisme et ses méthodes, de faire un énorme effort d'information et de formation auprès des syndicalistes et des travailleurs. Par ailleurs, il faut agir dès à présent pour empêcher la promulgation d'une loi qui serve de marche-pied aux associations solidaristes. Il recommande enfin de créer une structure syndicale centraméricaine destinée à échanger des informations et dessiner une stratégie commune.

Le FNT a déjà organisé un séminaire d'information. Mais le temps presse car, comme le fait remarquer Mario Martinez, du Centre d'études et d'analyse du monde du travail (CEAL), l'offensive solidariste sera bien plus forte une fois la privatisation terminée, quand les patrons auront les mains libres pour licencier et imposer leur loi. -(ANN) ♦

POUR UN SYNDICALISME AUTONOME ET INNOVATEUR

ROLAND MEMBRENO *

Managua, juillet.— La résistance énergique du mouvement syndical à l'assaut néo-libéral des deux dernières années en fait un des principaux moteurs de l'opposition. Les détracteurs de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) qui viennent de droite et de certains secteurs de la gauche l'accusent de destabiliser et de rechercher la violence. Désireux de voir tomber les têtes des dirigeants au cours du IIème Congrès tenu fin avril, certains se sont efforcés en vain de peser sur le résultat des élections syndicales. Ce Congrès a

constitué un véritable examen de passage pour ce syndicalisme qui a dû trouver de nouvelles formes de lutte.

Le Congrès et les élections de la CST ont été l'occasion d'un débat dont voici les thèmes principaux.

1- LES ESPACES DU SYNDICALISME ET L'AUTONOMIE

Au cours des deux dernières années, une question s'est posée : faut-il se replier exclusivement sur le terrain des revendications spécifiques et maintenir l'action syndicale dans ces limites ou faut-il porter la lutte sur le terrain politique et former un vaste front avec d'autres forces sociales afin de mieux résister au projet néo-libéral? L'alliance solide entre le FSLN et l'actuel gouvernement ainsi que d'autres groupes de pouvoir, l'éclatement du triangle Etat-Patrie-Masses à la suite des élections ont privé le mouvement syndical de ses appuis et l'ont obligé à se transformer et à s'autonomiser.

Il faut tenir compte cependant du conservatisme de certains dirigeants et travailleurs, habitués à attendre les directives du Parti avec une foi quasi religieuse dans le FSLN. Ceux-ci ont eu du mal à imaginer un syndicalisme différent de celui des années précédentes. Il a fallu également mettre à l'épreuve la capacité du FSLN de passer à de nouvelles relations avec les syndicats, un processus encore plein de contradictions. Les changements imposés par la nouvelle situation bouleversent toute la culture politique de notre syndicalisme de gauche. De plus, beaucoup de Fédérations ont revendiqué leur espace et la question de l'autonomie au sein de la Confédération a été posée.

2- LA CST ET LE PLAN DE PRIVATISATION

Dans aucun processus de privatisation latino-américain les travailleurs n'ont eu tant de poids qu'au Nicaragua. Le secrétaire national de la CST, Lucio Jimenez, a présenté durant le Congrès la liste des entreprises conquises partiellement ou totalement par les travailleurs.

A ce sujet, certaines préoccupations demeurent:

a/créer des différences de statuts entre les travailleurs peut provoquer la division : d'un côté les travailleurs-patrons et de l'autre les syndiqués, c'est-à-dire des groupes répondant à des logiques très distinctes, celle du capital et celle du travail.

b/si un secteur économiquement privilégié se constitue au sein de la classe ouvrière, les possibilités d'un projet social disparaissent.

Malgré ces réserves légitimes, la direction syndicale a parié sur la privatisation, conduisant le syndicalisme sur les chemins inconnus de la propriété avec l'idée de se pourvoir d'un renfort économique utile à l'avenir de l'organisation. Mais comme l'a averti L. Jimenez, *"la lutte pour la propriété ne peut se réduire à la lutte de certains groupes; elle doit se transformer en objectif pour tous les travailleurs afin de préserver et de promouvoir le*

contenu social et démocratique de la propriété tel qu'il était pendant la Révolution. Dans le cas de l'action des travailleurs du sucre, nous avons engagé toutes les forces disponibles dans leur lutte pour la propriété et leur victoire doit servir les intérêts de tous les travailleurs".

3- LES METHODES DE LUTTE

Les grèves gênent le gouvernement dans la mesure où elles découragent le capital national et international. Le pouvoir voudrait la stabilité nationale mais sans apporter de solution aux problèmes du pays. Le mépris systématique des accords signés avec les travailleurs le prouve bien. Pour sa part, le FSLN cherche à vendre une nouvelle image sur le plan national et international et s'aligne fortement sur le discours gouvernemental, obéissant à la logique qui veut qu'il préserve ses quotas de pouvoir. Il fait donc alterner, selon les circonstances, les appels à en finir avec les méthodes fortes et l'utilisation des forces syndicales.

Pour les seules Fédérations qui constituent la CST, 54 % des travailleurs se sont retrouvés au chômage par suite des licenciements et des fermetures ou privatisations d'entreprises. Dans 77 % des secteurs où la CST est présente, les salaires sont inférieurs à 100 dollars alors que le panier de la ménagère vaut 158 dollars, sans compter les frais de scolarité et de santé. *"Sans les grèves, il aurait été impossible pour le mouvement syndical de survivre à l'offensive liquidatrice du gouvernement et des forces d'extrême-droite. Mais la CST est également engagée dans un processus de négociation, en particulier avec la concertation, et cela malgré l'inconséquence du gouvernement vis-à-vis des accords signés"*. Chez les travailleurs qui paient les conséquences du néo-libéralisme, il y a donc consensus sur le recours à la grève combinée avec la négociation et la concertation. Un problème se pose cependant : comment faire pour rendre la grève plus efficace sans user la base?

Le programme gouvernemental pour 92 est de remettre de l'ordre dans le pays et, une fois réglé le problème des groupes armés, l'unique obstacle sera le mouvement syndical. L'escalade dans la répression des grèves par la police cette année (Enabus et Aeronica) ainsi que l'intervention croissante de l'armée dans les récents conflits avec les recompas et les recontras le prouvent. Des grèves isolées et non expliquées à la population ainsi qu'aux autres secteurs organisés tendent à être facilement démantelées par le gouvernement. C'est pour cela que l'argument qui veut que l'on progresse dans une alliance avec le reste des forces sociales rencontre un bon accueil.

4- LE RENOUVELLEMENT DES DIRIGEANTS DE LA CST

C'était là le thème central de la campagne électorale. Certains secteurs du FSLN pariaient sur un changement de dirigeants et prévoyaient de placer des militants plus dociles vis-à-vis de leur politique d'alignement sur le gouvernement.

La combativité du mouvement syndical de ces deux dernières années a été une véritable ratification de la direction héritée des

années 80. Il faut ajouter à cela le manque de nouveaux leaders, une des faiblesses du mouvement syndical. A l'exception des femmes qui ont lutté pour une plus grande représentation à la direction nationale, le maintien des dirigeants les plus combattifs et expérimentés a obtenu le consensus. Cependant, certains d'entre eux ont changé de poste et de nouveaux cadres ont été intégrés. Il manque encore une politique de promotion syndicale qui permette à tout un chacun d'accéder à un poste de direction.

Parmi ceux qui étaient opposés au maintien de l'actuelle direction, certains voulaient le renouvellement pour le renouvellement. A aucun moment, il n'y a eu d'accusations contre les anciens dirigeants sur des questions d'éthique, car ils font partie des rares cadres qui n'ont pas profité de la "piñata" au moment de la défaite électorale. La CST était la Cendrillon des années de Révolution et elle est encore aujourd'hui l'une des institutions les plus pauvres du pays.

Une enquête réalisée auprès de certaines Fédérations indique :

-un fort soutien à la proposition de programme, en particulier sur les questions de l'autonomie, de la participation des femmes et du recours à la grève (seulement 5,3 % le rejettent) associée à la négociation

-une perception positive du mouvement syndical. -(ANN/Bulletin du Centre d'études et d'analyse du monde du travail)

* Conseiller juridique de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) ◆

CHERCHE "PROJET NATIONAL" DESESPEREMENT

Managua, 24 juin.— Le point de vue de Sergio Ferrari que nous avons publié dans le précédent bulletin est une pièce versée au débat en cours dans la solidarité. Il situe la problématique et en synthétise les aspects importants. Nous voudrions ajouter quelques éléments de réflexion.

En premier lieu, il n'est pas si certain qu'une des raisons de la crise de la solidarité tienne au fait qu'il est plus facile d'être solidaire avec des révolutions victorieuses ou des mouvements à leur apogée. Cela ne paraît pas aussi mécanique: le Vietnam a été soutenu pendant la guerre puis est tombé dans l'oubli après la victoire. A l'inverse, l'appui au peuple palestinien s'est maintenu, sans doute à un niveau bien moindre, bien qu'il ait été parfois très difficile de faire comprendre sa lutte. Cuba a été aidé, mais n'a jamais connu un élan solidaire semblable à ce qui s'est produit pour le Nicaragua. Il y a quand même une constante: la solidarité s'exprime à l'égard de mouvements qui se battent et dont les buts sont clairs.

Le désarroi de la solidarité nous semble davantage, quoique non exclusivement, explicable par la confusion qui règne au sein du FSLN. Si ce dernier avait une proposition alternative que ses

militants soient en train de défendre, le marasme serait moindre. Mais pour l'instant, le FSLN, comme parti, ne pratique pas une opposition claire et on constate une alliance au sommet avec la bourgeoisie modernisante sur l'idée du fameux "projet national en faveur non pas d'un seul secteur mais de toute la nation". La solidarité pourrait effectivement tenter de comprendre la nécessité conjoncturelle pour un mouvement révolutionnaire de négocier avec la bourgeoisie un tel projet national, comme une étape inévitable pour développer des forces productives. Mais on ne peut se cacher la réalité quant à la nature du projet mis en oeuvre actuellement, pas plus qu'on ne peut laisser penser que tous les militants sandinistes y sont favorables. De multiples prises de positions à ce sujet, en particulier des syndicats, prouvent que non. C'est ainsi qu'on peut lire, dans l'éditorial du Bulletin de février du CEAL, Centre de recherche et d'études du Front national des travailleurs: "*Le FSLN peut difficilement être considéré comme une force d'opposition, puisqu'au contraire il a ratifié son engagement à collaborer avec l'Etat, ce à quoi il faut ajouter l'apparition en son sein d'un courant de centre favorable à un capitalisme à visage humain, projet qu'il appelle national (...)* Les objectifs du gouvernement: *d'un côté, la Loi et l'Ordre, de l'autre, la croissance économique sans justice. D'un côté, un plan économique pour les patrons et de l'autre, la répression brutale, la prison et les procès pour le seul adversaire qui reste, les travailleurs (...)* L'absence des travailleurs dans les projets nationaux jusque-là proposés soumettent ces derniers à la force destructrice des véritables projets en jeux, ceux de classe". On peut parler aussi de l'exclusion des retraités (retraite de la Sécurité sociale: l'équivalent de 20 dollars), des blessés de guerre, etc...

C'est que le "projet national" de la bourgeoisie modernisante (et l'on doit reconnaître que quelques sandinistes en font partie) a tout d'un projet mais rien de national. Tandis que près de 60 % de la population active est au chômage (et les licenciements ne sont pas finis), le groupe économique Lacayo et quelques autres sont en train de faire main basse sur le pays, rachetant les entreprises privatisées, se lançant dans la banque, etc... Quant au secteur économique conquis par les travailleurs depuis le changement de pouvoir, outre le fait que nul ne sait quel résultat politique va donner cette expérience, on voit déjà de quelle façon la droite va lui tordre le cou - extrême restriction du crédit, importations destinées à ruiner la production nationale, solidarité dans les entreprises dont 25 % des actions appartiennent aux travailleurs (voir article *Le solidarisme nouveau est arrive*) -, etc...

Le "projet national", gage de paix sociale, fait partie de la machinerie idéologique des "théoriciens" de tous bords qui avancent l'argument qu'il est indispensable d'attirer l'investissement national et étranger. L'éditorial du Bulletin de mai du CEAL, consacré au rôle de plus en plus répressif de l'armée et de la police, explique: "*Le discours de la non-violence, présenté sous l'angle du bon sens et qui fait de la croissance économique un autel sur lequel toutes les valeurs doivent être sacrifiées, fait partie de la stratégie de l'ordre, impulsée par le gouvernement et soutenue par l'ancienne technocratie du sandinisme*".

Sans compter que l'on peut se demander s'il existe un endroit où le capital étranger, c'est-à-dire le plus souvent les usines d'assemblage décentralisées dans le tiers monde parce que les

salaires y sont bas, a provoqué le développement du pays concerné, ou même une amélioration dans les conditions de vie de l'ensemble de la nation. Quant au capital national, il a de plus en plus tendance à aller vers les importations et le marché financier plutôt que vers la production. Ou bien il se débrouille pour ne pas payer les impôts qu'il devrait.

Nous ne reviendrons pas sur la corruption qui atteint des proportions insoupçonnées. L'Etat nicaraguayen, de mille façons légales ou illégales, est en train de devenir l'Etat-butin pour la nouvelle bourgeoisie.

Il est vrai que c'est le peuple nicaraguayen qui a porté le poids de la guerre et des sacrifices. Mais le modèle néo-libéral et le projet national façon Lacayo lui en demandent de plus grands et les victimes ne s'y trompent pas. Des groupes importants reprennent les armes parce qu'ils n'ont pas d'autres solutions. Qu'ils aient tort ou raison, le fait est que le phénomène existe.

En un mot, il n'y a pas de projet national quand la grande majorité est peu à peu exclue de tout. Et on peut légitimement se demander dans quel état la droite va mettre le pays.

S'il est vrai que le mouvement de solidarité a parfois été donneur de leçons, il ne faudrait cependant pas le taxer d'eurocentrisme parce qu'il traîne les pieds face à un projet national qui n'existe pas, ce que prouve l'impossibilité où se trouve le gouvernement aussi bien que le FSLN de mobiliser autour de cette idée. Il y a par contre un capitalisme sauvage mais intelligent qui va perpétrer sa tuerie en silence.

Quant à la question de savoir comment la solidarité peut continuer son travail au Nicaragua, nous pouvons entrevoir quelques axes - en plus de l'appui traditionnel aux communautés organisées -. Les militants pourraient travailler au sein de leurs organisations politiques et syndicales pour créer ce front commun dont parlent S. Ferrari et Daniel Ortega avant lui. Ils pourraient aider à créer des liens, des échanges d'informations, soutenir financièrement les organisations de masse qui se battent, en particulier les syndicats dont les énormes difficultés financières bloquent le travail. Ils pourraient également promouvoir ou soutenir les initiatives visant à l'éducation politique, puisqu'une des grandes découvertes, après la défaite électorale, a été le bas niveau politique non seulement des masses mais aussi des dirigeants de base. Ils pourraient enfin consacrer des forces à la contre-information. Tout cela constitue un aspect capital du travail solidaire, certainement pas le plus aisé. Mais nous sommes entrés dans une étape mondiale où rien ne va être facile. -(ANN) ♦

LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE AU NICARAGUA

Managua, 10 juillet.— L'opinion dominante veut que la croissance démographique des pays pauvres aille à l'encontre de leur développement. Des voix s'élèvent pour contester cette vision : l'absence de planification des naissances est

une conséquence du sous-développement et non l'inverse et le taux de fécondité s'abaisse lorsque les populations accède à un meilleur niveau de vie et à de meilleures conditions socio-culturelles. Le Fonds des Nations Unies en matière de population (FNUAP), qui prône une stratégie démographique, a dressé un tableau de la situation nicaraguayenne et des perspectives pour l'an 2 000. Même si son optique nous paraît contestable, les données chiffrées publiées dans *Barricada* sont intéressantes.

Le Nicaragua n'échappe pas à la règle en matière de croissance démographique des pays pauvres. Alors qu'en 1940, les Nicaraguayens étaient à peine 800 000, il fallait multiplier ce chiffre par quatre au milieu des années 80. Si le taux de croissance démographique de 3,3 % -l'un des plus élevés d'Amérique latine- se maintient, il y aura 5,3 millions de Nicaraguayens en l'an 2 000. Selon la FNUAP, cette tendance résulte principalement de la baisse de la mortalité non associée à un changement équivalent du rythme de fécondité. Du fait des conditions politiques et socio-économiques dans lesquelles s'est produite cette évolution -conflits armés et crise économique prolongée-, "*le Nicaragua n'est pas seulement un des pays les plus pauvres d'Amérique latine mais également celui qui présente le plus haut niveau d'endettement per capita du monde : 2 560 dollars en 1989-90*".

LES PLUS JEUNES ET LES PLUS PAUVRES

La population nicaraguayenne actuelle est de 3 900 000 habitants, dont 64 % vivent dans la région Pacifique qui ne couvre que 15 % du territoire alors que seulement 8,6 % d'entre eux vivent dans la région Atlantique qui couvre plus de la moitié du pays. Près de la moitié de la population a moins de 15 ans. Le nombre moyen d'enfants par femme est de 5,8. Le taux de mortalité maternelle est de 150 pour 100 000 naissances et le taux de mortalité infantile est de 92 pour 1 000 enfants vivants de moins de 5 ans.

Le déficit nutritionnel était estimé en 1989 à 25 % en protéines et 14 % en calories. En 1986, déjà, 20 % des enfants souffraient de dénutrition et ce pourcentage a considérablement augmenté ces dernières années. L'analphabétisme, qui avait été réduit à 12 %, croît de nouveau : il atteignait déjà 20 % en 1989.

La pression sur les ressources naturelles entraîne une déforestation équivalente à 100 000 hectares par an. Les terres déboisées sont exposées à l'érosion et à la désertification.

LES PREVISIONS

Le nombre d'habitants doublera dans des laps de temps de plus en plus courts, cette tendance entraînant une augmentation des demandes qui rendent difficile une amélioration du niveau de vie. Les taux de fécondité et de mortalité infantile croîtront, principalement dans les secteurs extrêmement pauvres. Le nombre des grossesses à risque -adolescentes et femmes de plus de 35 ans- augmentera et ce phénomène n'aura pas seulement des répercussions sur la démographie mais aussi sur la santé et le bien-être des mères et des enfants. Le flux migratoire des

campagnes vers les villes croîtra, ce qui aggravera l'entassement en milieu urbain et privera l'agriculture de ses effectifs. La population dépendante, constituée principalement des moins de 15 ans, augmentera, ce qui aura un impact négatif sur l'Etat et les familles.

QUE FAIRE ?

Selon la FNUAP, il est nécessaire que chaque société définisse sa propre stratégie démographique de façon à trouver le point d'équilibre entre population, développement et ressources naturelles en tendant aux objectifs suivants:

- une espérance de vie prolongée
- la possibilité pour tous les enfants de recevoir l'attention qui leur est nécessaire
- l'élimination des maladies infantiles d'origine infectieuse et parasitaire
- l'accès pour tous à un espace vital suffisant, évitant les tensions provoquées par l'entassement dans des villes à la croissance désordonnée comme Managua
- la pleine intégration des femmes aux bénéfices du développement. -(ANN/Barricada) ♦

BEAU TEMPS POUR LES USURIERS

Managua, juillet.— Ils viennent d'abandonner la maison où ils ont toujours vécu. Une soeur l'avait offerte comme garantie d'un emprunt de 3 000 dollars chez un usurier; l'affaire qu'elle a montée n'a pas marché et maintenant la famille est à la rue. Elle n'est pas la seule. Le retour des usuriers fait beaucoup de victimes.

Ils avaient presque disparu pendant la Révolution mais sont revenus avec beaucoup d'agressivité. Ils accumulent des capitaux et exécutent les mauvais payeurs. L'Etat les aide bien avec la restriction du crédit et l'absence de loi pour régir cette activité, appelée pudiquement "prêts entre particuliers". Leur clientèle n'est pas seulement constituée de commerçants: propriétaires terriens, cadres, professions libérales, chefs d'entreprise sont tombés dans leurs filets.

En plein marché, derrière la façade d'un magasin d'appareils ménagers, c'est une famille entière qui opère. Un peu plus loin, un avocat de droite connu "fait travailler" un capital de 50 000 dollars appartenant à un ancien fonctionnaire du gouvernement Chamorro. Même chose dans le reste du pays. A Matagalpa, d'anciennes figures politiques et des commerçants ont réunis leurs "*petits capitaux*" pour opérer sous la façade d'une organisation d'entraide. A Léon, il y en a plusieurs dans la rue principale... La liste est très longue.

Aucun ne travaille au grand jour. Ils ont tous des prête-noms ou cachent leurs activités derrière des opérations de change ou des commerces de gros. Leurs maisons, protégées par quantité de grilles, ont en général des dispositifs électroniques pour contrôler l'entrée. Mais eux-même débordent d'amabilité. Plancher de salut pour ceux qui ont besoin d'argent pour se soigner, ont fait de mauvaises affaires, se voient refuser un prêt à la banque ou veulent marier leur fille dans les règles, les usuriers éveillent des sentiments de reconnaissance ou de mépris. Eux-mêmes n'ont aucun remord, business is business. Certains font travailler un capital de 20 à 70 000 dollars, qui leur revient en quelques semaines. D'autres entretiennent des dettes à perpétuité parmi les commerçants. Les intérêts sont de 20 ou 30 % mensuels, ou 20 ou 30 % par jour. La garantie doit avoir une valeur trois fois supérieure à la somme prêtée, "pour couvrir les frais du procès et le retard".

Dans les marchés, la chose est différente. Les sommes sont inférieures (pas plus de 10 000 cordobas, soit 2 000 dollars) et la garantie est l'honneur personnel. Le prêt est à 25 jours avec 50 % d'intérêt. Un capital de 10 000 cordobas rapporte donc plus de 4 000 cordobas par mois (salaire moyen dans le pays: environ 500 cordobas, NdT).

L'usure est un cancer pour l'économie, comme le fait remarquer l'économiste Oscar René Vargas, car elle concentre le capital au détriment de la production. Selon lui, l'explosion de l'usure à laquelle on assiste obéit à la recombinaison accélérée des groupes économiques. "Comme dans les années 50, ces gens accumulent sans frein car ils savent que celui qui contrôle l'économie contrôle la politique". -(ANN/Gente) ♦

VIE ET MOEURS DU MIMI BOY

Managua, juillet.— Les sociologues, anthropologues et ethnologues tant nicaraguayens qu'étrangers, qui étudient à la loupe la société nicaraguayenne, ont vu apparaître il y a deux ans une nouvelle catégorie sociale, le Miami boy, localement appelé le Mimi boy (note 1). Nous vous proposons un résumé de leurs observations.

En réalité, il n'est pas nécessaire d'avoir une loupe pour examiner le Mimi boy, car ses caractéristiques le rendent très voyant.

I) LE MIMI BOY ET LA MIMI GIRL COMMUNS

Le Mimi boy porte de grosses chaussures de sport montantes qu'il ne lace pas. Il est vêtu d'un bermuda fluorescent, souvent orange, et d'une chemise hawaïenne non boutonnée en haut de façon volontaire pour laisser apparaître plusieurs chaînes d'or sur une poitrine grasse, voire bouffie, et en bas parce qu'il a trop d'estomac. Il a très souvent des lunettes noires.

La Mimi girl s'habille à la mode des latinos de Miami: jupes à quatre volants superposés, de préférence vert pomme, chemisiers décolletés et collants. Elle a six bracelets à chaque bras, plusieurs bagues et plusieurs colliers. La Mimi girl a réussi à imposer ses goûts dans les nouvelles boutiques, si bien qu'il est

presque impossible d'y trouver quelque chose qui ne vous déguise pas immédiatement en Cubana gusana (note 2).

Le Mimi boy a une très grosse voiture, une 4/4 de luxe aux verres fumés, aux rétroviseurs extérieurs grands comme des pastèques, plus ou moins bardée d'autocollants à thème religieux ou tout simplement faisant la publicité d'un restaurant de Miami. Si possible, sa voiture est immatriculée en Floride ou en Californie. Il circule à grande vitesse et n'est en rien obligé de respecter les feux rouges et les sens interdits. Mais on l'entend venir de loin grâce à l'autoradio poussé à son maximum. L'autochtone qui marche à pied, avec le temps, a appris à se méfier.

Quel que soit son interlocuteur, il s'adresse à lui d'abord en anglais, puis en espagnol si on ne le comprend pas, et du reste on le comprend rarement. Il ne dit pas OK à l'européenne, encore moins comme les Cubains (note 3) mais à la façon étatsunienne. Il tutoie tout le monde, mais il est évident que tout le monde doit le vouvoyer.

Le Mimi boy -ou la Mimi girl- ne fait jamais la queue. Il tape sur le comptoir du magasin avec ses clés de voiture et passe immédiatement sa commande. Idem à la caisse.

Le Mimi boy a l'orgueil chatouilleux et une conscience développée de sa valeur intrinsèque. Il peut, par exemple, demander à son chauffeur, qui l'attend dans la rue à la sortie du magasin, de recommencer deux fois une manoeuvre de stationnement afin que la voiture soit exactement au ras du trottoir et qu'il puisse y monter, à l'arrière bien sûr, sans avoir à mettre un pied sur la chaussée. C'est pour lui une forme essentielle du respect que lui doit le petit personnel local, qui, comme chacun sait, n'est bon à rien et à qui il faut tout apprendre (note 4).

Ses enfants sont à classer dans la catégorie des insupportables et la sous-catégorie des odieux pour ce qui est du critère psychologique. En ce qui concerne le physique, ils sont à ranger dans la catégorie des gros.

Le Mimi boy a horreur des internationalistes et peut devenir apoplectique si l'un d'entre eux se met en travers de son chemin. Car le Mimi boy a des problèmes de coeur: il est trop gros, mange trop et boit trop. De whisky, of course.

II) LE MIMI BOY DE LUXE

Celui-la porte une chemise blanche à manches courtes et une cravate sombre. Il a une voiture de ville, une Mercedes dernier modèle par exemple, qu'il aime conduire lui-même. Il est dans les affaires, les bonnes. Il insiste plus longtemps à parler anglais à son interlocuteur, mais de toute façon se mêle peu à la population. Il ne fait pas ses courses lui-même. Il prend souvent l'avion avec l'attaché-case qu'il ne quitte jamais. Sa femme et ses enfants suivent une mode plus européenne tant pour les vêtements que pour la coupe de cheveux. Il ne fréquente que les lieux très réservés où malheureusement les observateurs n'ont pas accès, vu leurs très modestes moyens financiers. C'est le yuppie tropical.

Une partie de la population, très minoritaire il est vrai, rêve d'être prise pour un Mimi boy ou une Mimi girl et s'efforce avec

conscience de les imiter. Mais rien ne peut remplacer l'expérience d'un exil de dix ans à Miami et d'un travail de sept jours sur sept comme portier d'hôtel ou gardien de parking au service de l'Américain blanc dans la société la plus moderne, la plus libre et la plus démocratique du monde. -(ANN)

Note 1: Très localement, puisque cette appellation ne dépasse pas le cercle de l'ANN et de ses comparses.

Note 2: Les Cubanos gusanos (Cubains-vers de terre) sont les contre-révolutionnaires exilés à Miami.

Note 3: Les mauvais, ceux qui vivent à Cuba et sont imprégnés d'idéologie castro-communisto-guévarrisme, prononcent OKA.

Note 4: Scène hélas récemment observée par une experte étrangère. ♦

NOUS NOUS EXCUSONS AUPRES DE NOS CAMARADES DU FMLN, DE LA REDACTION DE BARRICADA ET DE NOS LECTEURS DE L'ERREUR QUI S'EST GLISSEE DANS LA TRADUCTION DE CETTE ENTREVUE, PUBLIEE DANS LE BULLETIN No 267. NOUS REPRODUISONS CI-DESSOUS LA VERSION AUTHENTIQUE DE CETTE ENTREVUE.

LE FMLN S'ADAPTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Une entrevue avec Ferman Cienfuegos

Managua, 31 mai. — Le commandant Ferman Cienfuegos a répondu aux questions du journal *Barricada* sur l'intégration du FMLN à la lutte politique civique. Certaines positions exprimées sont celles d'un des courants de la guérilla et sont au centre du débat interne qui anime actuellement le FMLN ainsi qu'une bonne partie des mouvements latino-américains issus de la lutte armée.

Barricada : Comment le FMLN participera-t-il à l'affrontement électoral de 94 ?

F. Cienfuegos : En appuyant certaines candidatures, au niveau des présidentielles et des législatives. Il serait difficile d'avoir notre propre candidat au niveau présidentiel. Pour les législatives, nous présenterons des listes unitaires face à ARENA. Si nous unissons toutes nos forces, nous pourrions gagner les législatives. Par contre, aux municipales, je pense que nous devons présenter des candidats FMLN, pour développer une stratégie de pouvoir depuis la base.

Barricada : Tu parlais de l'intégration à une vaste coalition...

FC: Nous avons acquis la certitude que dans cette époque d'après-guerre, le pouvoir central doit être exercé d'une autre

manière. Il serait difficile qu'il soit monopolisé par un seul parti et il est plus sage d'imaginer une coalition à laquelle participent toutes les forces nationales.

Barricada : Quel sera le type de structure du parti FMLN ?

FC : Cela n'est pas encore très clair. Nous ne voulons pas créer un appareil de parti avec l'idée d'un contrôle vertical. Nous voudrions qu'il ait un caractère "polycentrique" à partir d'une base qui serait la coordination municipale. C'est une nouvelle conception de ce que la gauche doit être, bien que personnellement ce terme de gauche ne me plaise pas. Je pense qu'un parti de type national ne peut se situer au centre, à droite ou à gauche car il répond à un projet national et, en tant que tel, aux nécessités de la nation. Nous devons débattre pour décider de sa composition, savoir s'il sera ouvert ou non aux patrons, par exemple. Je pense personnellement qu'ils doivent y être représentés car ils font partie de la société. Nous estimons que le FMLN doit pénétrer le mouvement social et travailler pour lui, pour les communautés, les communes. De plus, il devra défendre les intérêts nationaux.

Barricada : Admettez-vous des gens qui n'ont pas été militants du FMLN ?

FC: Oui.

Barricada : Quelle sera votre ligne politique et idéologique ?

FC: Nous voulons impulser une révolution démocratique. Il est certain que celle-ci doit porter en germe le socialisme démocratique.

Barricada : Le FMLN sera-t-il un nouveau membre de l'Internationale socialiste ?

FC : Nous ne posons pas le débat dans ces termes. Nous voulons créer une idéologie pluraliste qui nous forme à la tolérance. Nous ne voulons pas imposer le concept traditionnel de dictature d'une classe sur l'autre car nous ne pourrions pas parler alors de projet national.

Barricada : En ce qui concerne le processus de paix, pourquoi pensez-vous vous retirer de la Commission de paix (COPAZ) ?

FC : Nous nous sommes retirés des réunions de la COPAZ pour attirer l'attention sur les problèmes actuels. Certains groupes militaires nous font une sale guerre et exercent un chantage sur les Forces armées ainsi que sur le gouvernement. Il s'agit d'officiers qui rejettent les accords. Le danger est que le pouvoir civil et l'Armée deviennent leurs otages. -(ANN/Barricada) ♦

EN BREF

ENFANTS TRAVAILLEURS. Fin juin, les enfants qui travaillaient dans les rues se sont réunis en assemblée à Managua afin d'échanger leurs expériences et de s'informer de leurs droits. Ils avaient invité des représentants de la municipalité, du FSLN et

de l'UNO mais pratiquement personne ne s'est déplacé. Ils ont publié une lettre dans *Barricada* dans laquelle ils interpellent leurs invités: "*Nous protestons contre votre absence car nous avons le droit d'être entendus. Ne présentons-nous d'intérêt pour vous que lorsque nous nous faisons violer ou que nous sniffons de la colle? Nous voulons que les autorités écoutent les enfants. Nous constatons qu'aucune mesure n'est prise pour nous protéger. Nous devons travailler pour survivre. Nous sommes organisés pour nous aider les uns les autres. Nous exigeons le respect!*"

EXPULSIONS. Plus de 100 cas d'expulsions ont été enregistrés par le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH) en mai et juin, dans les départements de Managua, Matagalpa, Jinotega et Masaya. Il s'agit la plupart du temps de communautés numériquement importantes expulsées de leurs terres, comme à Tipitapa où 600 familles d'une coopérative se sont retrouvées à la rue.

TABASSAGE. 120 paysans, recompas et recontras démobilisés, qui avaient coupé la route dans la région de Matagalpa pour exiger que le gouvernement leur attribue les terres promises ont été violemment délogés par l'armée. Les militaires les ont frappés à coups de ceinturons et retenus toute la nuit couchés par terre sans chemise.

LES ETUDIANTS sont dans la rue depuis déjà deux semaines pour exiger le maintien de la gratuité de l'Université. Ils réclament le versement par le gouvernement de 6 % du budget national à l'Université ainsi que le prévoit la Constitution. Sans ce financement, les centres universitaires instaureront le paiement de droits d'inscription très supérieurs à l'actuelle contribution symbolique. Les étudiants durciront leur mouvement en déclarant la grève générale avec occupation des universités si la Cour Suprême de Justice ne tranche pas en faveur de l'application de la règle constitutionnelle des 6 %. 65 % des étudiants de l'Université centraméricaine (UCA) sont d'origine modeste, ont des responsabilités familiales ou dépendent de familles à faibles revenus. Le paiement d'une inscription reviendrait à les exclure de l'Université.

VIGUEUR MORTELLE. Plusieurs médicaments viennent d'être retirés de la vente au Nicaragua car ils contenaient un poison violent, la strichnine. Deux de ces produits avaient été lancés à grand renfort de publicité, l'un destiné à stimuler les cellules grises, l'autre à accroître la vigueur sexuelle. Importés du Salvador, ces deux médicaments avaient été autorisés par le ministère de la Santé mais n'avaient pas été soumis à une analyse de leur contenu.

LA 3EME RENCONTRE DU FORUM DE SAO PAULO se tiendra à Managua du 16 au 19 juillet. 60 représentants de partis et mouvements politiques progressistes d'Amérique latine y participeront. L'objectif du Forum est d'analyser la problématique commune des pays latino-américains et de chercher conjointement de nouvelles stratégies contre le néo-libéralisme. Daniel Ortega a annoncé que la défense de la Révolution cubaine serait à l'ordre du jour de cette 3ème Rencontre.

GUATEMALA. Le gouvernement pourrait décréter l'état d'exception pour répondre à la grève générale des fonctionnaires,

les 13 et 14 juillet. Les forces de l'ordre ont été mises en état d'alerte alors que les fonctionnaires manifestaient dans toutes les villes pour une augmentation de leurs salaires.

HAITI. Depuis la grève et la mobilisation des étudiants du 21 mai, il est devenu quasiment impossible de manifester dans la rue. Ce jour là, 17 jeunes ont été tués et 14 autres quelques jours plus tard. Le dépôt d'ordures de Port au Prince est devenu le cimetière des opposants dont on retrouve les corps après qu'ils aient été torturés. Le peuple haïtien, pour échapper à la répression, doit inventer des moyens de résister : c'est ainsi que des milliers de tracts portant une photo d'Aristide accompagnée d'un appel à la mobilisation ont été lancés d'un petit avion dans les principales villes du pays.

CUBA. Le Parlement s'est réuni pour voter les premiers changements apportés à la Constitution. Il a décidé entre autres de réformes destinées à faciliter l'entrée de capitaux étrangers et la constitution d'entreprises à capitaux mixtes. La propriété sociale se limitera aux moyens de production "*fondamentaux*". Cuba a d'autre part sollicité son entrée, en tant qu'observateur, dans le Marché commun des Caraïbes anglophones (Caricom), qui pourrait lui offrir des marchés pour ses produits pharmaceutiques.

LEONARDO BOFF, le théologien brésilien de la Libération, a expliqué sa décision de quitter les ordres par la censure dont il est systématiquement victime de la part des autorités religieuses. Il a annoncé sa volonté de poursuivre ses activités théologiques, mais "*en liberté*", ainsi que de renforcer son engagement en faveur des pauvres. Il a durement critiqué "*les secteurs de l'Eglise qui n'ont pas compris que la structure coloniale responsable d'un ordre social injuste en Amérique latine a besoin d'un ordre religieux complice*". Au Nicaragua, le quotidien *La Prensa* a annoncé sa démission par un triomphant: "*Victoire contre la Théologie de la Libération*".

L'EMPIRE. Le traité de libre commerce signé entre le Canada et les Etats-Unis, étendu à Mexico et bientôt à toute l'Amérique selon le projet de Bush, a porté ses premiers fruits au Canada : 315 000 emplois ont été supprimés du fait de l'invasion de produits étatsuniens; un grand nombre d'entreprises canadiennes ont fait faillite et certaines ont été rachetées par les Etats-Unis; le Canada a perdu le contrôle de ses sources d'énergie, orientant la production vers l'exportation aux Etats-Unis; le gouvernement a suspendu l'appui financier à certaines institutions cinématographiques nationales car Hollywood patronne désormais l'industrie cinématographique canadienne; les allocations-chômage se sont énormément réduites. Cela permet de se faire une idée des bienfaits que l'Amérique latine tirera de l'intégration continentale planifiée par Bush. -(ANN) ♦

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; institutions 1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 668875.